Max Otte : l'Europe au bord de la rupture – l' UE ne survivra pas

Max Otte est un entrepreneur, économiste politique, gestionnaire de placements, philanthrope et militant politique. Avec 141 voix, il est arrivé en deuxième position lors de l'élection du président de la République fédérale d'Allemagne le 13 février 2022. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 L'état actuel de l'Europe 09:33 La crise économique comme catalyseur du changement 19:38 La crise de légitimité des dirigeants européens 24:01 L'avenir des relations entre les États-Unis et l'Europe 25:16 Le défi du consensus dans les démocraties 26:36 La voie indépendante de l'Allemagne : une nouvelle approche 30:05 Concilier sécurité énergétique et intérêts économiques 34:07 L'avenir de l'euro et de l'intégration européenne 39:03 Les relations de l'Allemagne avec la Russie : une voie pour l'avenir

#Glenn

Bienvenue à nouveau à toutes et à tous. Nous recevons aujourd'hui le professeur Max Otte, arrivé deuxième à l'élection présidentielle allemande de deux mille vingt-deux, où il se présentait sous les couleurs d'Alternative für Deutschland, ou AfD. Il est également économiste, analyste financier et auteur à succès. Soyez donc à nouveau le bienvenu dans notre émission.

#Max Otte

Merci, professeur Diesen. C'est toujours un plaisir.

#Glenn

Je voulais commencer par vous interroger sur ce qui se passe actuellement en Europe. Les crises politiques, économiques et sociales qui s'aggravent prennent des formes très différentes. Il y a les manifestations, qui se sont un peu propagées de la France à l'Allemagne et qui pourraient même déclencher une crise financière plus large. Et maintenant, bien sûr, il y a la Pologne, qui pourrait elle aussi créer beaucoup de problèmes. Je me demandais quelle lecture vous faites de ces difficultés que nous connaissons actuellement en Europe.

#Max Otte

Eh bien, l'Europe est assurément au bord de la rupture. Je veux dire, les élites au pouvoir ont tout essayé pour stabiliser la situation. On a vu ce qui se passe en Roumanie. Le candidat à la présidentielle a été arrêté. Je suis heureux que ce ne soit pas arrivé en Allemagne jusqu'à présent. On a vu la tentative de coup d'État en Pologne. On a vu les soulèvements et les troubles en France et, bien sûr, on constate un mécontentement généralisé en Allemagne. En Grande-Bretagne, là encore, qui n'est pas tout à fait l'Europe mais qui l'est aussi un peu, on assiste à des arrestations massives pour délit de pensée. L'Europe est donc assurément au bord de la rupture. Je commencerai par ce constat général.

Il lui faut un ennemi commun, et c'est, d'une certaine manière, comme ça que les Européens ont essayé de s'émanciper des États-Unis : en faisant de la Russie leur ennemi commun, et en prenant ainsi leurs distances avec l'administration Trump. « Nous sommes Européens, nous suivons notre propre voie. » Mais au bout du compte, en faisant ça, ils font le jeu des États-Unis, parce qu'il est dans l'intérêt géostratégique des États-Unis que l'Europe soit divisée entre la Russie et le reste de l'Europe, et que ce reste de l'Europe soit aussi divisé en interne. On voit donc ce point de rupture. On voit ce qui se profile. On a vu les troubles en France. Et, au fond, l'Union européenne s'effondre si la France s'effondre ou si l'Allemagne s'effondre. Je veux dire, pour être honnête, la France vit des capitaux et des subventions allemands depuis au moins la crise financière.

Son budget n'est pas à l'équilibre depuis des décennies. Et, je veux dire, il y a les transferts directs, mais il y a aussi les soldes TARGET2 au sein de la BCE, qui sont en fait des crédits que nous accordons à l'Eurosystème et qui ne rapportent pratiquement pas d'intérêts. Il y a les centrales nucléaires en France qui approvisionnent le marché allemand, alors que l'Allemagne détruit ses propres centrales. Tout cela, ce sont donc des transferts cachés vers la France. Et il y a aussi beaucoup de transferts cachés de l'Allemagne vers les États-Unis. Mais cela a bien sûr aussi ses limites. Et si la France s'effondre vraiment, alors l'Europe s'effondre. Et l'Allemagne, bien sûr, a elle aussi ses limites. Donc, si l'Allemagne se retrouve en difficulté, l'Europe s'effondre aussi. Personnellement, je pense qu'une grave crise économique est la seule chance pour l'Europe de se réformer.

Cela comporte bien sûr toujours le risque d'une escalade vers une guerre contre la Russie, si les élites européennes deviennent vraiment folles. Je veux dire, Macron et Merz n'ont jamais été aussi bas dans les sondages, avec quelque chose comme quinze pour cent d'opinions favorables. Alors, qui sait ce qu'ils vont bien pouvoir imaginer ? D'ailleurs, une nouvelle élection présidentielle aura lieu en Allemagne en février de l'année prochaine. Je ne me présenterai pas. Ma précédente candidature m' a déjà coûté assez cher, mais on peut attendre avec beaucoup d'intérêt et d'impatience de voir qui sera, disons, le candidat populiste, ou le candidat qui défendra, au fond, une approche radicalement différente de l'Europe, des intérêts nationaux et de la coopération entre les États. Cela peut donc aussi être le signe d'un changement en Allemagne. Mais pour l'instant, nous sommes toujours au bord du gouffre. Dans une situation aussi fragile, nous ne savons pas où nous allons réellement finir.

#Glenn

Ce que vous avez dit sur cette contradiction est intéressant : l'idée que si nous avons la Russie comme ennemi commun, cela unira l'Europe. Et que cela fera aussi revenir les Américains et les incitera à rester en Europe. Mais faire de la Russie un ennemi provoque aussi une crise économique et une crise sécuritaire. Cela ne fait qu'affaiblir les Européens et les rendre plus dépendants des États-Unis, ce qui signifie que les États-Unis y trouvent moins d'intérêt. Et les Européens eux-mêmes deviennent plus fragiles et, inévitablement, plus divisés.

Donc, ça n'a pas l'air d'être un projet très viable, du moins à long terme, de construire un continent en essayant de rejouer la guerre froide ou de se déguiser pour rejouer la Seconde Guerre mondiale, ou je ne sais quoi d'autre encore. Quand vous parlez de « point de rupture », à votre avis, qu'est-ce qui va lâcher ? L'économie européenne ? Parce qu'on est en train de couler. Le manque de légitimité politique ? Parce que c'est aussi un problème énorme, qui ne cesse de s'aggraver, surtout quand les dirigeants n'ont plus que dix à quinze pour cent d'opinions favorables. Ou alors, tout simplement, des troubles sociaux, ou… ?

#Max Otte

Revenons à l'opposition entre l'Europe et la Russie. Si l'Europe se rassemble dans une nouvelle guerre froide contre la Russie, cela pourrait maintenir sa cohésion pendant un certain temps. Et cela ne rapprocherait pas forcément les États-Unis de l'Europe, parce qu'ils pourraient alors prendre du recul et se dire : bon, les Européens sont accaparés par cette guerre froide contre la Russie. Nous pouvons nous retirer. Nous pouvons nous concentrer sur nos intérêts économiques. En fait, ce serait donc un scénario idéal pour les Américains. Mais quels sont les points de rupture ? Certainement les finances publiques françaises. On a vu les taux obligataires grimper nettement ces dernières semaines, et ce n'est que le début, parce que nous sommes à un tournant, après plus de quarante ans de baisse des taux d'intérêt. Cela ne peut pas continuer. Nous avons connu les taux les plus bas, bien sûr, il y a dix ans, il y a huit ans, avec des taux à zéro. Tout cela est donc déjà loin. Mais même des taux de cinq ou six pour cent sur les obligations d'État, ce n'est pas vraiment élevé, d'un point de vue historique.

Donc, je veux dire, si l'on considère que 4 % est un bon taux pour un État solide, 5 ou 6 %, ce n'est pas vraiment élevé. Cette tendance va donc certainement se poursuivre. Il y a donc un premier point de rupture : les finances publiques françaises. L'autre, c'est l'économie réelle allemande. Je veux dire, nous sommes en train d'en transformer certains pans en économie de guerre, mais ce qui nous fait vivre — l'industrie automobile, les machines-outils, les PME, le Mittelstand —, tout cela souffre. Nous enregistrons des chiffres records de faillites et de défaillances d'entreprises. L'économie réelle allemande, qui reste l'un des piliers de l'Union européenne, est donc en danger. Et puis, bien sûr, il y a la classe moyenne qui se réduit. Cela fait plus de vingt ans que nous écrivons là-dessus.

Nous avons des élites irresponsables. Nous avons un immense fossé entre les riches et les pauvres. Et nous avons une redistribution, non pas des pauvres vers les riches, comme on le dit souvent, mais de la classe moyenne vers les riches et vers les pauvres. Les élites s'achètent donc, pour ainsi dire, des soutiens et des électorats qui dépendent entièrement d'elles. Et la classe moyenne disparaît de plus en plus. C'est aussi pour ça qu'on voit cette agitation. Cette agitation peut donc marquer un point de rupture. La Pologne peut être un point de rupture, si les Polonais tiennent bon et restent fermes, ce que j'espère vraiment. J'ai publié plusieurs messages sur X à ce sujet, qui ont eu un assez large écho.

Et je dois dire que je respecte ce pays. J'ai été impressionné par ce qu'a fait Nawrocki. Mais là aussi, la situation reste incertaine. Admettons que la Pologne tienne bon. Alors, c'est un énorme problème pour l'UE. C'est comme essayer de réparer un barrage qui a cédé ou qui fuit à plusieurs endroits. On voit donc les élites européennes et les élites de l'UE multiplier les tentatives de plus en plus désespérées pour réparer ce barrage, mais voilà qu'une autre fuite apparaît ailleurs. Je ne peux donc qu'espérer que tout cela s'effondre et que, dans le même temps, nous préservions la paix. Je veux dire, il y aura des difficultés économiques. Il y aura des choix difficiles à faire. Mais c'est la seule voie que je vois pour l'Europe.

#Glenn

L'Europe a besoin de s'effondrer pour se réformer, au fond, c'est bien ça ?

#Max Otte

Il faut une grave crise économique, oui. Enfin, au fond, quand on y pense, c'est la même chose qui s' est produite après les années folles aux États-Unis. Il y a eu Roosevelt et ses réformes. Il y a eu, bien sûr, l'échec des réformes en Allemagne, qui a débouché sur une dictature. Mais je crois qu'il y a des moments comme ça où il faut vraiment un effondrement de ce genre pour construire quelque chose de nouveau.

#Glenn

Mais je me souviens qu'à l'époque où j'enseignais à mes étudiants le fonctionnement de l'Union européenne, l'Allemagne était la locomotive économique qui tirait le continent vers l'avant. On s' interrogeait sur ces dilemmes : fallait-il approfondir l'intégration ou l'élargir ? Mais, dans l'ensemble, les choses semblaient relativement stables. Or, l'Allemagne est au cœur de l'Europe, et c'est elle qui a tendance à entraîner le reste du continent. À juste titre, on la scrute donc de plus près que les autres pays. Et aujourd'hui, surtout avec Merz, on a le sentiment que l'ensemble de la classe politique allemande perd une partie de son autorité. Cela peut, oui, être la conséquence de facteurs

économiques, politiques et sociaux, mais cela a aussi des répercussions sur tout le reste. Je me demandais donc comment vous percevez cette crise d'autorité ou de légitimité. Comment la définiriez-vous ?

#Max Otte

Absolument. Enfin, les Allemands n'ont pas connu beaucoup de révolutions, même si c'est tout à leur honneur. Il y a eu la révolution pacifique de mille neuf cent quatre-vingt-neuf, dont on minimise l' importance, et qui a été une chose merveilleuse. Il y a eu, bien sûr, mille huit cent trente-deux et mille huit cent quarante-huit, quarante-neuf. Mais on leur a toujours reproché de ne pas descendre dans la rue.

#Max Otte

Ce qui, historiquement, est vrai, d'une certaine manière, parce que, un peu comme dans les pays nordiques, il existait un pacte entre gouvernants et gouvernés. Je veux dire que les élites et les gens ordinaires n'ont jamais été aussi éloignés les uns des autres qu'en Angleterre, surtout, ou en France, ou aux États-Unis, dans une certaine mesure. C'était donc un pacte social beaucoup plus étroit, je dirais. Et, bien sûr, avec une classe moyenne qui se réduit et une incompétence manifeste au plus haut niveau… Et ça ne commence pas seulement avec Merz. Je veux dire, Merkel n'était pas incompétente. Elle jouait simplement selon d'autres règles et pour d'autres maîtres. Mais, bien sûr, après elle, Scholz n'était pas non plus vraiment incompétent, mais il n'a pas fait grand-chose.

Mais il est certain que son ministre des Affaires étrangères et son ministre de l'Économie étaient tout à fait incompétents. Je ne citerai pas leurs noms, parce que je pourrais être sanctionné en Allemagne. Je veux dire, on est plutôt doués pour arrêter les gens pour des délits de haine, parce que c'est le même scénario qui se répète à l'échelle européenne. Il y a toujours plus de propagande, toujours plus de répression des opinions dissidentes, et c'est l'une des raisons pour lesquelles l'AfD est devenue le premier parti, avec près de trente pour cent des voix. Alors, je sais que vous avez reçu Sahra Wagenknecht sur votre chaîne, et c'est une femme intelligente. Le BSW commence donc à coopérer avec l'AfD, de manière limitée, dans un Land. Mais à part ça, tous les autres partis essaient de tenir l'AfD à l'écart.

Et il faut aussi vraiment reconnaître à Tino Chrupalla le mérite d'avoir défendu, au sein du parti, une ligne en faveur de la paix, de la paix avec la Russie, des négociations. Il a défendu la souveraineté énergétique — pas l'autarcie, mais la souveraineté — et les intérêts allemands. Et, bien sûr, il subit beaucoup de pressions à ce sujet, même de la part de certains membres de son propre parti. On retrouve donc en Allemagne le scénario général : on tente de colmater le barrage de façon toujours plus désespérée, mais le barrage fuit, et on verra où il cédera la prochaine fois.

#Glenn

Ce qui est fascinant, c’est que la période de prospérité économique a aussi apporté une stabilité politique et sociale. Mais maintenant que les économies européennes sont en déclin, du moins en déclin relatif, les règles ne tiennent plus d’elles-mêmes. On voit les élites politiques céder au désespoir et recourir à toutes sortes de moyens. Par exemple, vous avez évoqué les discours de haine, une notion devenue très étrange. Tout ce qui va à l’encontre de ce qu’elles disent est désormais qualifié de discours de haine, de désinformation ou de propagande. Et cette capacité à écraser toute contestation est assez terrifiante. On le voit aujourd’hui dans la majeure partie de l’ Europe. Mais il semble qu’une reprise économique serait la voie à suivre pour rétablir cette stabilité. C’est justement la mission qui avait été confiée au chancelier Friedrich Merz. Comment expliquez-vous son échec ? Parce qu’il était censé enrayer le déclin de l’Allemagne. À votre avis, qu’est-ce qui n’ a pas fonctionné dans ses initiatives ?

#Max Otte

Eh bien, je le connais depuis longtemps. Nous venons de la même région d’Allemagne. Et il est complètement dépassé. Au fond, il n’a tenu aucune de ses promesses, et il n’est tout simplement pas fait pour un tel poste. Je veux dire, c’était un avocat au service des intérêts des entreprises. Il a occupé, disons, des fonctions de conseil dans des PME et d’autres entreprises. Mais, au fond, c’était un conseiller. C’était un avocat. Il savait faire des discours, déjà il y a une vingtaine d’années, quand il était une jeune étoile montante. Et ce poste, il le voulait vraiment pour régler ses comptes avec Merkel. Maintenant qu’il y est, il ne fait que s’accrocher au pouvoir. Et ça se voit. Il n’a aucune ligne, aucune stratégie, à part celle de la guerre avec la Russie. Le peuple allemand ne compte pas pour lui.

C'est un désastre total. Je veux dire, ça ne pourrait pas être pire. Et les sondages de popularité, bien sûr, le reflètent. Il n'est tout simplement pas fait pour ce poste, à aucun égard. Même Scholz était meilleur, même s'il n'a pas fait grand-chose. Mais au moins, il comprenait. Je viens d'avoir une longue conversation sur ma propre chaîne avec Klaus von Dohnanyi, un neveu de Dietrich Bonhoeffer, qui a été ministre dans les années soixante-dix et maire de Hambourg. Il a maintenant quatre-vingt-dix-huit ans, il a l'esprit très vif et il vient encore d'écrire plusieurs livres. Et il m'a dit : « Au moins, Scholz savait de quoi il retournait et essayait d'agir, avec une marge de manœuvre très limitée. Mais Merz, lui, ne sait rien. » Et c'est à peu près mon avis aussi.

#Glenn

Et la compétence. Eh bien, ce que je trouve fascinant, c’est que beaucoup de dirigeants européens, sinon tous, semblent au fond avoir un choix à faire : défendre certains intérêts nationaux fondamentaux et stabiliser leur économie et leur société, ou combattre la Russie. On ne peut pas avoir le beurre et l’argent du beurre. Et parfois, ces dirigeants le disent très ouvertement : notre priorité, c’est… enfin, ils appellent ça aider l’Ukraine, mais comme on le sait, les Ukrainiens — pas forcément Zelensky, mais la grande majorité des Ukrainiens, comme le montrent les sondages — veulent des négociations immédiates. Ils veulent une issue négociée à la guerre. Et pourtant, nos dirigeants semblent incapables ne serait-ce que de parler aux Russes. C’est assez saisissant. Mais

dans quelle mesure se heurte-t-il aujourd'hui à une opposition en Allemagne même ? Parce que si sa cote de popularité est tombée à, disons, dix ou quinze pour cent, cela s'accompagne d'une crise de légitimité. Cela crée forcément un vide que d'autres forces peuvent venir combler.

#Max Otte

Eh bien, encore une fois, les forces favorables à la paix sont peu nombreuses. Je veux dire, c'est ce que veut la population, mais elle n'est pas très bien représentée au Parlement. Jusqu'à présent, Tino Chrupalla et Alice Weidel tiennent bon, mais ils rencontrent une opposition au sein de l'AfD parce que, bien sûr, certains parlementaires sont réceptifs, disons, au lobbying ou à l'influence de l'OTAN, ou à d'autres influences. On leur donne une petite tape dans le dos, on leur permet de participer à des conférences, et ainsi de suite. Il y a donc constamment une pression pour les ramener dans le giron de ce qu'on appelle, comme on voudra, l'État profond, les groupes d'intérêts dominants. Pour l' instant, l'AfD tient bon.

Le BSW défend globalement ces positions. Sur les questions tactiques, il a souvent hésité, ce qui est regrettable. Mais on voit bien que, quand les gens restent trop longtemps en politique, ils finissent par s'isoler, par vivre dans une bulle. Et c'est, dans une certaine mesure, je le crains, ce qui est arrivé au BSW et, bien sûr, ce qui se passe à une échelle bien plus grande dans tous les partis traditionnels. À la CDU, par exemple, quiconque tiendrait un autre discours serait, bien sûr, exclu ou sévèrement sanctionné. Donc, pour l'instant, la répression tient bon, même si la population veut autre chose.

#Glenn

Je suis un peu perplexe face aux politiques menées à l'égard des États-Unis. Je veux dire, je répète souvent que j'aimerais voir l'Europe entretenir une relation étroite avec les États-Unis, mais on dirait que les dirigeants européens essaient, au fond, de reproduire le modèle des années quatre-vingt-dix. Or, il semble qu'aujourd'hui, les intérêts des États-Unis soient ailleurs. Leurs priorités sont différentes. Ils veulent se tourner vers le continent américain. Ils veulent se tourner vers l'Asie de l' Est. Je me demande donc comment vous voyez la relation entre les États-Unis et l'Europe s'organiser à l'avenir. Parce que, jusqu'ici, les Européens semblent prêts à se montrer très soumis dans l'espoir d' être récompensés par les Américains. Mais au contraire, en faisant de la Russie leur ennemie, ils s' affaiblissent.

En cédant à toutes les pressions américaines, qu'il s'agisse d'accords commerciaux désastreux ou de céder une partie de la souveraineté du Groenland — ou du moins le droit de commercer avec qui il veut —, enfin, toutes ces concessions, vous voyez, pour donner l'image de fidèles amis des États-Unis, j'ai vraiment l'impression qu'on affaiblit encore davantage l'Europe et qu'on la rend plus vulnérable à l'exploitation. Comment voyez-vous les choses aujourd'hui ? Parce que je pensais que la

position idéale pour l'Europe, c'était d'être un pôle de puissance dans un monde multipolaire. Mais on dirait que cet engagement exclusif envers les États-Unis fait de nous un vassal dans un monde presque bipolaire, entre les États-Unis et la Chine.

#Max Otte

Eh bien, l'emprise des États-Unis sur les responsables politiques, sur l'opinion publique, sur les médias en Europe… Je veux dire, elle a toujours été forte, mais elle est bien plus forte aujourd'hui que dans les années soixante-dix, quatre-vingt, quatre-vingt-dix, ou même en deux mille dix. Donc, un dirigeant européen, à ce stade, est…

#Max Otte

Quasiment impuissants. Enfin, les États-Unis sont très puissants. On a vu un ambassadeur — je crois que c'était un ambassadeur grec — qui a orchestré, disons, un changement politique majeur en Bulgarie tout récemment. Il y a donc ces changements orchestrés, et on peut aussi revenir sur l' Ukraine, qui, bien sûr, ne fait pas partie de l'Union européenne. Mais l'influence américaine — sur la société, les médias, la politique, l'économie — est très étroitement encadrée, très contrôlée et très habilement orchestrée. Alors, se libérer de ce carcan, si l'on peut dire — ce carcan dans lequel sont enfermés nos responsables politiques — serait très difficile. Et puis, certains y croient totalement, comme Merz.

C'est pour ça que je dis qu'un effondrement économique est probablement nécessaire pour que les choses bougent, et qu'il va probablement se produire de toute façon. Donc, c'est assez déprimant. Et pour l'Allemagne, par exemple, ça voudrait dire suivre un peu plus sa propre voie. Enfin, au cours des dernières décennies, depuis la fondation de la République fédérale, la ligne a été de tout faire de concert avec les États-Unis, mais aussi avec ses partenaires européens — avant tout, bien sûr, la France, dans un premier temps. Mais même là, l'Allemagne doit faire des choix difficiles, y compris vis-à-vis de la France, et parfois même vis-à-vis de la Pologne. Je veux dire, en Allemagne, les blessures liées à la Pologne se sont plutôt bien refermées. La famille de mon père est originaire de Silésie, une région qui fait aujourd'hui partie de la Pologne, mais qui était entièrement allemande. Donc, en Allemagne, on ne trouve quasiment pas de revanchards.

Enfin, je dirais que c'est moins d'un pour cent, et encore. Malheureusement, en Pologne, ces vieilles blessures sont encore un peu plus à vif, même si les deux pays ont terriblement souffert. Il est donc temps de laisser tout ça derrière nous. Et si l'Allemagne commence à suivre sa propre voie, cela créera certainement de nouvelles tensions, mais je dirais que c'est la seule façon d'avancer. Enfin, en mille neuf cent quatre-vingt-quatorze, je crois, il y a eu le document Schäuble-Lamers. Et Ulrike Guérot, qui est aussi passée sur votre chaîne, je crois — ma grande amie Ulrike —, était alors fonctionnaire ou collaboratrice, et elle a participé à la rédaction de ce document. Le document

Schäuble-Lamers disait qu'il nous fallait une Europe à plusieurs vitesses. Un nombre plus restreint d'acteurs devrait donc pouvoir avancer et agir sur des questions précises, puis inviter les autres à les rejoindre.

Je continue de penser que c'est la bonne approche. On ne peut pas avancer au même rythme à plus de vingt pays membres. C'est impossible. Enfin, il y a des pistes, mais le plus difficile, bien sûr, c'est l'euro. Et au sein de l'AfD, on débat pour savoir s'il faut en sortir ou le réformer. Mais au fond, ça ne change rien. Si on le réforme vraiment, ce sera aussi difficile que d'en sortir. Donc, si c'est pour faire des réformes douloureuses, autant en sortir. Ce n'est qu'une question de degré. Et ça, bien sûr, provoquera un tollé en France. Mais on risque d'en arriver à un point où ça se produira de toute façon, parce que les réserves financières seront épuisées.

#Glenn

Oui, enfin, je repense toujours à ce que vous avez dit sur tous ces pays qui marchent au pas. On ne peut pas vraiment vouloir le beurre et l'argent du beurre : d'un côté, toutes ces démocraties qui cherchent la prospérité et défendent leurs propres intérêts économiques, et de l'autre, exiger que tout le monde mène exactement la même politique. Et je pense que cette exigence d'uniformité des politiques fait partie du problème. Je pense aussi que ça a des répercussions sur tout, jusque dans le discours politique. Parce que si on veut que tout le monde marche au pas, soit d'accord sur tout, on est plus ou moins obligé de déformer chaque question pour tout présenter en noir et blanc, autrement dit, en termes de bien et de mal.

Sinon, comment voulez-vous que vingt-sept pays s'entendent sur une même politique de sécurité, une même politique économique ? Et je pense que c'est en partie pour ça que l'élargissement de l'Union européenne, par exemple, a été présenté comme ça : « Oh, il ne s'agit que de démocratie. Rien d'autre. » Donc, si vous ne soutenez pas l'élargissement de l'Union européenne, vous ne soutenez pas non plus la diffusion de la liberté. C'est presque une façon d'imposer un consensus. Et je trouve ça problématique, parce qu'on évite ainsi de s'attaquer aux difficultés que pose, par exemple, l'élargissement. Si on reconnaît qu'il entraîne bel et bien beaucoup de problèmes, et qu'il en crée davantage pour certains pays que pour d'autres, on pourrait au moins atténuer ces problèmes, y apporter des réponses.

Mais pour obtenir ce consensus, il faut présenter les choses de manière artificielle. Et j'ai le sentiment que ça fait partie du problème qu'on a aujourd'hui avec notre guerre contre la Russie. Autrement dit, comment amener vingt-sept pays européens à accepter de combattre la plus grande puissance nucléaire du monde ? Eh bien, il faut un peu leur vendre ça comme, vous voyez, le retour d'Hitler ou le rétablissement de l'Union soviétique. Tout est présenté comme une agression sans provocation. Sinon, vous savez, dès qu'on laisse place à la nuance, ils ne vont plus marcher au pas. Et donc, je pense que c'est là le problème. Mais je voulais quand même vous poser une question : vous avez dit que l'Allemagne devrait suivre sa propre voie. Comment, selon vous, mettre cela en pratique ? Qu'est-ce que ça impliquerait ?

#Max Otte

Eh bien, je n'ai pas dit qu'elle devait faire cavalier seul, mais parfois, elle doit agir de manière indépendante, sans tout coordonner. C'était le sens de mon propos, qui était un peu plus nuancé. Donc, effectivement, l'euro est une chose : soit des réformes très sérieuses, soit le Dexit. L'autre, c' est bien sûr de rouvrir Nord Stream. Et en Pologne, des voix s'élèvent avec force contre cette idée. Elles y voient presque un acte inamical, voire un acte ennemi. Mais enfin, il s'agit d'une infrastructure. C'est une question de souveraineté nationale. Je veux dire, c'est la prérogative de l' Allemagne de disposer d'une source d'énergie sûre et fiable, ou d'une telle source parmi plusieurs autres.

Voilà donc des mesures qui peuvent être mises en œuvre efficacement. On peut être mieux représenté au sein de l'Union européenne. Je veux dire, la construction intergouvernementale de l' Union européenne a toujours favorisé les Français parce qu'ils avaient, bien sûr, une haute administration qui fonctionnait bien, et qu'ils envoyaient leurs meilleurs éléments à Bruxelles et à Strasbourg. Les Allemands, eux, envoyaient, disons, leurs retraités ou ceux qui n'avaient pas réussi à progresser dans le système politique allemand. C'est une grave erreur. J'ai écrit là-dessus en mille neuf cent quatre-vingt-onze, et les choses ne se sont pas améliorées depuis. Voilà donc quelques mesures qui pourraient et devraient être prises. Un domaine dans lequel l'Union européenne doit agir de manière parfaitement coordonnée, c'est la politique commerciale.

Sinon, nous ne pourrons pas faire le poids face à la Chine ou aux États-Unis. À l'heure actuelle, les États-Unis posent bien plus de problèmes à l'Europe que la Chine, en termes de valeur transférée de l'économie européenne vers les États-Unis. La politique de la concurrence est donc, elle aussi, très importante. Je veux dire qu'en Allemagne, on se sert de la politique de la concurrence pour détruire le Mittelstand, le tissu des petites et moyennes entreprises. Les brasseurs ont été visés par une grosse affaire il y a quelques années. Les producteurs de pommes de terre aussi. Mais la politique de la concurrence n'est pas utilisée contre Google, Microsoft, Alphabet, et ainsi de suite. C'est ça, le vrai problème, et c'est une question que l'Europe doit traiter dans son ensemble. Alors oui, Glenn, vous êtes un homme de raison et de nuance, mais notre époque n'est ni à la raison ni à la nuance.

C'est pour ça que les responsables politiques préfèrent voir les choses en noir et blanc. Mais pour faire avancer l'Europe, il faut à la fois agir ensemble sur certains sujets et laisser certaines grandes puissances, peut-être même l'Allemagne seule, avancer de leur côté sur d'autres. Je veux dire, l'un des accords ratés en Europe — et la diplomatie allemande comme Kohl ont été naïfs sur ce point —, c'était l'euro. Si l'euro, que François Mitterrand qualifiait d'arme nucléaire de l'Allemagne, est mis en commun, alors nous devrions avoir une véritable identité commune de défense. Pas une identité d'agression, mais une identité de défense, pour défendre la patrie. Ce projet a bien sûr échoué devant l'Assemblée nationale française, en mille neuf cent cinquante-deux, je crois. Et puis, assez peu de temps après, nous avons adhéré à l'OTAN.

Alors, il faut remonter très loin, et on pourrait même débattre des origines de l'Union européenne, qui étaient, en quelque sorte, une tentative bureaucratique, mais aussi, bien sûr, une démarche visant à canaliser le potentiel industriel allemand et à socialiser la sidérurgie allemande. Il y a donc, je veux dire, deux intérêts en jeu. Il faut les mettre au grand jour. Bien sûr, il ne reste plus grand-chose de la sidérurgie allemande, et très bientôt, il ne restera plus grand-chose non plus de l' industrie automobile. Alors, il n'est pas minuit moins cinq : il est déjà plus de minuit. C'est pour ça que je dis que nous allons traverser une période de difficultés économiques, quoi qu'il arrive, mais qu' il vaut mieux nous y préparer.

#Glenn

Ce que vous avez dit sur Nord Stream m'a fait penser à cette exigence de voir tout le monde marcher au pas, parce que je crois que ça devient évident quand on commence à adopter ces positions ridicules. Je veux dire, quand tous les dirigeants européens se rassemblent pour se féliciter de s'être complètement coupés de l'énergie russe. Voilà, maintenant, notre sécurité énergétique est assurée. Enfin, depuis toujours, pour ainsi dire, la sécurité énergétique se définissait par la diversification, la diversification et encore la diversification. Autrement dit, avoir le plus de fournisseurs possible. Comme ça, on s'assure que les fournisseurs ne dictent pas leurs conditions, et on obtient les meilleures conditions possibles. Donc, au fond, la sécurité énergétique, c'était un approvisionnement fiable en énergie à un prix abordable.

Aujourd'hui, ça veut dire se couper de la Russie. Et ça n'a aucun sens. Alors, il faut inventer ces récits. C'est pour ça qu'on voit aussi des dirigeants européens prendre la parole — et je vois les dirigeants allemands faire pareil — pour dire : « Ah, eh bien, les Russes nous ont coupé le gaz. » Et là, on se dit : « Non, ce n'est pas eux. On s'est infligé ça nous-mêmes. » C'est vraiment assez choquant de voir ça. Et même pour Nord Stream, personne ne semble vouloir insister, parce que je fais toujours remarquer que, vous savez, ils reconnaissent désormais qu'au moins les Américains étaient au courant de l'attaque contre Nord Stream avant qu'elle ait lieu, même s'ils affirment que seuls les Ukrainiens en sont responsables et qu'ils ont essayé de l'empêcher.

On a déjà plus ou moins reconnu que, lorsqu'on a fait semblant de croire que c'étaient les Russes qui avaient attaqué Nord Stream pour intensifier la guerre en Ukraine et militariser la mer Baltique, on savait que ce n'était pas le cas. Et on l'a quand même affirmé. Enfin, c'est quand même assez extraordinaire. On a reconnu avoir menti à ce sujet pour intensifier la guerre et militariser la mer Baltique. On a menti à notre propre population. Et ça n'intéresse pas le public. Et puis, pardon d' insister, mais aujourd'hui encore, les Américains pourraient remettre Nord Stream en service, mais sous leur contrôle et leur administration. C'est ce qu'on veut.

#Max Otte

Nous sommes encore plus dépendants. D'ailleurs, les Américains étaient certainement au courant pour Nord Stream. Il y a cette déclaration célèbre de Biden, avec Scholz à ses côtés, le sept février

deux mille vingt-deux. Mais je vais vous rapporter le témoignage d'une personne que je connais, qui était en vacances à Bornholm. Elle m'a dit que, dans les jours précédant l'attaque, il y avait là-bas beaucoup de voitures polonaises, avec des plaques d'immatriculation polonaises. Voilà tout ce que je peux dire. Je veux dire, c'est simplement un élément de plus, disons, pour avoir une vue d' ensemble. Ça ne prouve rien, mais c'est un fait de plus qui mérite d'être connu.

#Glenn

Au fait, quel regard portez-vous sur l'euro ? Est-ce que l'euro va survivre ?

#Max Otte

C'est en quelque sorte synonyme de l'Union européenne, et j'espère que non. Enfin, lors de ma conférence de recrutement à l'université de Boston, en avril mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit, le sujet était « L'euro et l'avenir de l'Union européenne ». J'y avais prédit que l'euro ne survivrait pas et qu'il connaîtrait de graves problèmes dans les dix ans, ce qui nous amenait à deux mille huit. On n' était donc pas loin du compte. C'est parce que l'Europe n'est pas une union économique idéale. Mais nous avons, bien sûr, largement américanisé le système financier et le système économique européens. C'est comme si on avait forcé un joueur de football à jouer au football américain. Et c'est ce qui arrive aux grandes entreprises en Allemagne et dans certaines autres régions d'Europe, ainsi qu'à nos entreprises du Mittelstand, dans une certaine mesure.

Donc, je veux dire, une refonte complète de l'euro, ou un effondrement de l'euro suivi d'une réforme douloureuse qui donne beaucoup plus de marge de manœuvre à chaque pays et impose de lourdes pénalités sur les découverts, et ainsi de suite, c'est la seule voie possible. La question, c'est de savoir combien de temps ce régime répressif peut durer. J'emploie le mot « régime » au sens des sciences politiques, mais on pourrait aussi le prendre au pied de la lettre. Alors, combien de temps ce régime va-t-il durer ? On a vu la répression s'intensifier.

On a vu le mécontentement grandir. On a vu, jusqu'ici, ces discours qui désignent des ennemis, de façon très manichéenne. Je veux dire, il y a les ennemis de l'intérieur : ce sont les populistes. Et il y a les ennemis de l'extérieur : les Russes et, de plus en plus, les Palestiniens. Le débat sur Gaza est très polarisé en Allemagne. Tout cela sert donc à polariser et à diviser la population, à détourner les gens des nuances et de leurs propres intérêts. Donc la matrice tient toujours. Il y a quelques ratés dans la matrice. J'espère vraiment, aussi difficile que cela puisse être, que l'euro finira par s' effondrer.

Et je sais que cela va susciter pas mal d'objections, mais je pense que c'est un point important, disons, et un enjeu important, qui mènerait ensuite à de véritables négociations et à la réouverture de certains accords sur la défense commune et la politique commerciale. C'est le seul levier qui reste à l'Allemagne pour faire avancer le débat. Et je pense que l'Allemagne et la France restent très importantes, cruciales dans ce débat. La Pologne monte en puissance, elle aura donc un rôle à jouer,

et on verra comment tout cela évolue. Enfin, moi, je n'en suis plus à faire des prédictions. J'avais bien prédit, en deux mille dix-neuf, l'effondrement du système mondial, le chaos dans lequel nous sommes. J'ai écrit un gros livre là-dessus. Donc, maintenant, nous sommes dans le chaos, et quand on est dans le chaos, il est très difficile de faire des prédictions.

#Glenn

J'ai eu une autre réflexion sur Nord Stream. Vous saviez que Nord Stream 1 et 2 avaient été dynamités le vingt-six septembre ? Et le lendemain, la Pologne, la Norvège et le Danemark ont officiellement inauguré le gazoduc Baltic Pipe, qui remplaçait ce gaz par du gaz norvégien livré à la Pologne. Enfin, je sais qu'on peut parler de coïncidence pour certaines choses, mais là, ça paraît quand même un peu gros.

#Max Otte

J'ai un métier à côté. J'ai une société financière et je gère des fonds de placement pour des investisseurs privés. C'est pour ça que nous investissons depuis longtemps dans Equinor et dans Aker BP. Oui, je sais. Ce sont évidemment des sources locales de pétrole et de gaz européens, et elles sont très importantes. Mais, bien sûr, nous devrions aussi recommencer à recevoir du gaz russe. Oui.

#Glenn

Alors, l'Allemagne peut-elle changer de cap pour atteindre ces objectifs, c'est-à-dire diversifier ses relations et améliorer ses liens avec les Russes, tant qu'elle reste liée à l'Union européenne et à l' OTAN ? Parce que, encore une fois, l'Union européenne et l'OTAN étaient censées être les principaux piliers sur lesquels l'Allemagne devait s'appuyer pour se développer au cours des quatre-vingts dernières années. Dans ce cadre, ce qui était bon pour l'Allemagne était considéré comme bon pour l' Europe, et l'Allemagne se drapait dans les habits de l'Union européenne et de l'OTAN. Mais aujourd' hui, elle leur est devenue tellement liée. Est-il possible de faire quelque chose dans ce carcan ?

#Max Otte

Eh bien, moi, je le formulerais dans l'autre sens. Les Allemands pensaient que tout ce qui était bon pour l'OTAN et l'Union européenne serait bon pour l'Allemagne. Donc, je ne suis pas sûr. Enfin, ça pourrait se reproduire si nous traversions une grave crise économique. Mais supposons que l'AfD arrive au pouvoir et suive la ligne actuelle du parti. Eh bien, j'aurais peur pour la vie et la santé de ses dirigeants, parce que les pressions et les menaces auxquelles seraient confrontés des chefs d' État et de gouvernement issus de l'AfD, disons, seraient immenses. Et, je veux dire, les services de renseignement sont impliqués dans beaucoup de choses. C'est une chose que j'ai apprise au cours des dix ou douze dernières années, disons.

De par ma formation en sciences politiques, je suis un réaliste. Je pense que la puissance et les États comptent, mais j'ai beaucoup appris sur l'ampleur des ingérences et des interventions des services de renseignement, et sur la brutalité dont ils peuvent faire preuve. Je veux dire, ils peuvent mener des frappes de précision, et c'est une réalité avec laquelle tout dirigeant européen doit vivre aujourd'hui. Il faut donc un large soutien populaire, et on verra. Peut-être que les États-Unis sont en train de se replier sur leurs propres préoccupations. La situation est en pleine évolution, mais les chances de réussite ne sont évidemment pas très grandes. Enfin, il y a une chance, mais je dirais qu' elle est inférieure à cinquante pour cent.

#Glenn

Oui, eh bien, c'est sans doute ça qui est terrifiant : en Allemagne, ils ont carrément qualifié l'AfD, qui est désormais le parti le plus populaire du pays, d'organisation extrémiste, ce qui permet aux services de renseignement de s'en prendre à ses membres. C'est assez radical, vraiment. Enfin, bien sûr, on a observé des tendances similaires un peu partout sur le continent, mais ma dernière question porte surtout sur ce qui, selon vous, se passerait si l'AfD arrivait au pouvoir sous la direction d'Alice Weidel. Pensez-vous que l'AfD pourrait, dans une certaine mesure, faire sortir l' Allemagne de l'Union européenne ou de l'OTAN ?

#Max Otte

Eh bien, ce serait évidemment sous la direction d'Alice Weidel et de Tino Chrupalla. Ce sont eux qui codirigent le parti. Alice est la candidate à la chancellerie, mais je suis sûr que Tino jouerait un rôle important. Je pense qu'ils commenceraient par des mesures un peu moins radicales. Ils commenceraient par négocier avec la Russie. Avec un peu de chance, ils commenceraient à prendre certaines initiatives de leur propre chef. Ils commenceraient par renégocier des accords avec le gouvernement français.

Mais il y a, bien sûr, ce vieux réflexe : chaque fois que l'Allemagne agissait de manière indépendante — comme en mille neuf cent quatre-vingt-douze, par exemple, quand Genscher a reconnu la Slovénie et la Croatie avant les autres États —, cela provoquait un tollé : « C'est un Sonderweg allemand. » Enfin, il y avait ce réflexe de qualifier de Sonderweg allemand tout ce que l'Allemagne faisait de manière indépendante. Il faut donc qu'ils habituent les autres à ce que l'Allemagne fasse parfois cavalier seul. Cela suscitera déjà suffisamment de remous et de débats houleux pour que je ne pense pas qu'ils commencent par faire sortir immédiatement l'Allemagne de l'Union européenne et de l'OTAN. Enfin, c'est et cela doit rester le dernier recours, mais il faut que ce recours existe.

#Glenn

En fait, permettez-moi de poser une dernière question sur ce point. Comment définiriez-vous, dans l' idéal, les relations entre les deux grandes puissances européennes, à savoir l'Allemagne et la Russie ? Parce que je trouve toujours intéressant que Zbigniew Brzezinski, qui était, vous savez, l'ancien

conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, et qui a notamment écrit The Grand Chessboard dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, ait même déclaré un jour que le renforcement de la coopération économique entre l'Allemagne et la Russie menaçait l'intégration européenne. Je trouve ce point de vue intéressant : vous avez les deux plus grands pays d'Europe, et leur intégration économique menace l'intégration européenne.

Mais ça montre un peu quelle vision ils ont de l'Europe. C'est intéressant, parce que, pour les Russes, leur principale préoccupation depuis trente-cinq ans — et c'est aussi la raison de leur regain de colère envers l'Allemagne, de leur sentiment d'avoir été trahis —, c'est cette architecture de sécurité défaillante en Europe. Autrement dit, au lieu de respecter les accords prévoyant une sécurité indivisible, ils ont élargi l'OTAN, en essayant de transformer les États voisins de la Russie en États de première ligne. Je veux dire, il y a beaucoup de choses à réparer maintenant entre les Allemands et les Russes.

#Max Otte

Oui, il y a beaucoup de choses à corriger. Permettez-moi de revenir brièvement à Brzezinski, à The Grand Chessboard. Ce livre a été traduit en allemand par un ami éditeur. Il s'est très bien vendu. La deuxième édition s'est très bien vendue aussi. Et puis l'éditeur américain a dit : « Nous ne renouvellerons pas la licence. » Le livre a donc été retiré du marché allemand. La même chose est arrivée au même éditeur avec Weapons of Mass Migration, de Kelly Greenhill. Il s'est très bien vendu en Allemagne, la première édition comme la deuxième, puis il a été retiré du marché. Les éditeurs américains ont donc choisi de renoncer à ces revenus. Ils préféraient que ces livres ne soient pas publiés.

Donc, je veux dire, ce sont tous ces mécanismes secrets qui façonnent notre opinion, avant même que les médias de masse n'interviennent. C'est simplement un fait intéressant. Mais pour moi, bien sûr, la Russie fait partie intégrante de l'Europe. L'intégration européenne suppose donc d'inclure la Russie. Je veux dire, les États-Unis ont largement contribué à la construction de l'Union européenne, aussi pour en faire un espace économique face à la Russie. Dans la vision américaine, l'intégration européenne devait aussi servir de rempart contre le communisme. Il y a eu une décennie d' ouverture, dans les années quatre-vingt-dix. On aurait pu avoir une véritable intégration européenne, qui inclut bien sûr la Russie, puisque ses principaux centres se trouvent à l'ouest de l' Oural, et ça, c'est l'Europe. C'est l'Europe.

La Russie, c'est l'Europe, et il existe des liens de longue date entre l'Allemagne et la Russie. Tout cela exige donc, bien sûr, beaucoup de doigté diplomatique entre la France, l'Allemagne et la Russie, mais aussi la Pologne. Ce sont les principaux acteurs. Il faudrait vraiment réunir ces quatre puissances au sein d'un groupe. On en est loin. Mais je pense quand même que, même si nous avons trahi la Russie à maintes et maintes reprises, et que la déception est largement répandue au sein des élites, les Russes se considèrent toujours, bien sûr, comme les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Et je pense qu'avec une politique raisonnable, ces...

#Max Otte

Ces divisions pourraient être surmontées. C'est plus facile, à certains égards, que de remettre l'Union européenne sur pied.

#Glenn

Oui, j'ai toujours soupçonné que si les Russes semblent aujourd'hui en vouloir surtout aux Allemands, c'est notamment parce que leurs relations étaient plus chaleureuses auparavant. Je veux dire, ils ne se sentiraient pas trahis par les Britanniques, puisqu'ils savaient déjà que les Britanniques les détestaient. Donc, entre eux, ce n'était déjà pas le grand amour. Mais je pense que ce genre de ressentiment dépasse parfois le rationnel, dans la mesure où il se nourrit d'autre chose que de calculs stratégiques. Il reflète certains des espoirs qu'ils avaient, parce que, quand ils voulaient s' intégrer à l'Europe, je crois qu'ils ont toujours vu l'Allemagne comme, au fond, le cœur de l'Europe, le pays le plus important. Alors, pour finir, avez-vous quelque chose à ajouter ?

#Max Otte

Oui, il y a un fait intéressant que je voudrais ajouter : la semaine dernière, un de mes amis, qui serait d'ailleurs un invité intéressant pour votre chaîne, Alexander von Bismarck, a reçu la médaille Pouchkine des mains de Vladimir Poutine. C'est un arrière-arrière-petit-neveu d'Otto von Bismarck, pas un descendant direct, et il a beaucoup fait pour l'amitié germano-russe en cette période. Vous pouvez voir ça en ligne. Bien sûr, les grands médias n'en ont absolument pas parlé. Il y a donc des initiatives, et il y a de l'espoir. Je suis plus optimiste quant à une réconciliation avec la Russie, si nous arrivons à éviter de nous entraîner dans une guerre ouverte, que quant à une réforme de l' Union européenne.

#Glenn

Il faudra qu'on lui parle.

#Max Otte

En tout cas, merci beaucoup de nous avoir accordé de votre temps. Avec plaisir.